

<http://www.pressegauche.org/Mise-a-jour-economique-du-gouvernement-Legault-Aucune-annonce-d-investissement-37180>



# Mise à jour économique du gouvernement Legault Aucune annonce d'investissement dans les services publics,



uiète le **SPGQ** Date de mise en ligne : mardi 11 décembre 2018

- Politique québécoise - Politique -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

## **Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) s'inquiète de l'absence d'annonce d'investissement vers les services publics dans la mise à jour économique faite lundi par le premier ministre François Legault.**

« Plusieurs ministères et organismes sont confrontés à un manque de professionnelles et professionnels pour assurer les services auxquels les Québécoises et les Québécois sont en droit de s'attendre. D'ailleurs, le dévoilement à la fin de novembre de notre enquête «<sup>»</sup> menée auprès de plus de 2 500 membres professionnels du gouvernement du Québec «<sup>»</sup> faisait clairement ressortir que les compressions et les politiques d'austérité ont eu des impacts sur la qualité des services offerts à la population au cours des 10 dernières années. Avec des prévisions budgétaires qui laissent entrevoir un surplus de 4,5 milliards \$ pour 2018-2019, le SPGQ estime qu'un investissement substantiel aurait dû figurer au premier plan dans la mise à jour économique », indique Richard Perron, président du SPGQ.

Cette enquête du SPGQ portait sur les impacts des compressions gouvernementales sur la qualité des services offerts et sur le travail des membres du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), réalisé entre le 28 novembre et le 18 décembre 2017. L'étude met en lumière, notamment, que les compressions d'effectif et le gel d'embauche ont contribué à réduire le volume des services offerts aux citoyennes et citoyens, ce qui a augmenté à la fois les délais dans le traitement des dossiers et l'insatisfaction des usagers.

L'enquête du SPGQ lève également le voile sur de nombreux exemples d'impacts sur les services. Notamment, la surcharge de travail provoquerait parfois la prolongation de la détention des personnes incarcérées, et ce, en raison du retard dans la réalisation des dossiers au sein des ministères et organismes associés à la sécurité publique. Aussi, les retards dans le traitement de certains dossiers au ministère de l'Environnement génèreraient des pertes d'occasion d'affaires et des fermetures d'entreprises. Les compressions ont aussi eu un impact particulièrement important sur les ressources en informatique du gouvernement du Québec, de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail et de Revenu Québec.

« Éric Caire, ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale, a pourtant clairement formulé le 26 novembre qu'un réinvestissement en informatique était incontournable, ajoutant que son plus grand défi serait la main-d'oeuvre, à l'heure où les entreprises s'arrachent les informaticiens. À nouveau, le SPGQ attend avec impatience des mesures concrètes pour contrer le « bordel » informatique si souvent décrié par le gouvernement Legault lors de son passage dans l'opposition. Il est temps de passer de l'austérité aux réinvestissements dans l'expertise interne du gouvernement, comme le réclame le rapport de la commission Charbonneau. Le gouvernement a d'ailleurs l'occasion de le démontrer en concluant les négociations collectives de nos professionnelles et professionnels que l'ancien gouvernement n'a pu régler », conclut M. Perron.

Les résultats de l'étude du SPGQ plaident pour l'embauche rapide de professionnelles et professionnels afin d'assurer la qualité des services offerts à la population, de rebâtir une solide expertise interne et de contrer la sous-traitance. Le nouveau gouvernement, qui a promis de rapatrier l'expertise professionnelle du gouvernement du Québec et d'offrir aux Québécoises et aux Québécois un gouvernement à visage humain, devrait considérer sérieusement ces constats inquiétants, estime le SPGQ.

Le SPGQ est le plus grand syndicat de professionnelles et de professionnels du Québec. Il représente au total 25 500 spécialistes, dont environ 18 000 dans la fonction publique, 4 500 à l'Agence du revenu du Québec et 3 000 en santé, en éducation et dans les sociétés d'État.